

Le professeur Djenouhat :

"25 % DES DÉCÉDÉS DU COVID 19 AVAIENT MOINS DE 45 ANS"

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7060 – SAMEDI 7 AOÛT 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Désastre du variant Delta

LA FRANCE OFFRE SON AIDE À L'ALGÉRIE

Page 4

FACE À LA TROISIÈME VAGUE DE LA COVID-19

FAUT-IL REPORTER LA RENTRÉE SCOLAIRE ?



Il ne reste plus qu'un mois aux écoliers avant de retrouver les bancs de l'école. Alors que les incertitudes sur l'évolution de la situation sanitaire dans le pays demeurent, le ministère de l'Education nationale maintient la date du 7 septembre pour la rentrée scolaire et compte sur la vaccination du plus grand nombre de ses travailleurs pour la sécuriser.

Page 2

FACE À LA PÉNURIE DE CERTAINS MÉDICAMENTS ANTI-COVID

La FAM recommande d'interdire la vente sans ordonnance

Page 2

ENQUÊTE

LA FISCALITÉ LOCALE EST L'OTAGE DU LAXISME DES ÉLUS LOCAUX

Page 5

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE À MÉDÉA

OUVERTURE DE STRUCTURES EXTRAHOSPITALIÈRES

Page 3

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

TROISIÈME VAGUE DE LA COVID-19

Faut-il reporter la rentrée scolaire ?

Il ne reste plus qu'un mois aux écoliers avant de retrouver les bancs de l'école. Alors que les incertitudes sur l'évolution de la situation sanitaire dans le pays demeurent, le ministère de l'Education nationale maintient la date du 7 septembre pour la rentrée scolaire et compte sur la vaccination du plus grand nombre de ses travailleurs pour la sécuriser.



Il y a aujourd'hui une recrudescence préoccupante de l'épidémie en Algérie, où une mutation du virus, jugée plus contagieuse, a provoqué une troisième vague particulièrement meurtrière. Les spécialistes parlent déjà d'une quatrième vague qui est attendue à partir du mois de septembre et qui sera également marquée par la propagation du variant Delta, lequel n'épargne personne, notamment les plus jeunes.

Il touche essentiellement des gens non vaccinés, et parmi les populations non-vaccinées, on retrouve des enfants et des adolescents. Il faut dire que la stratégie vaccinale dans le monde est en train de changer de manière à inclure les enfants de 12 ans, voire moins, d'où la nécessité de vacciner 80 à 90% de la population pour parvenir à l'immunité collective. Faut-il donc penser à élargir la vaccination aux adolescents pour sécuriser nos collèges et nos lycées ?

UNE RENTRÉE À LA MI-OCTOBRE EST-ELLE POSSIBLE ?

La situation épidémiologique inquiète notamment les spécialistes mais aussi la famille éducative qui, à l'approche de la rentrée scolaire, réclame le report de la date arrêtée.

En Algérie, on parle déjà de quatrième vague à partir du mois de septembre. Le syndicaliste et pédagogue Nabil Ferguenis a estimé qu'avec l'augmentation des cas confirmés atteints de la Covid-19 et une crainte d'une quatrième vague dans le pays, la rentrée scolaire ne peut se faire avant la mi-octobre prochain. «Les circonstances actuelles imposent aux hautes autorités du pays de se préparer aux imprévus en programmant des campagnes de vaccination pour les travailleurs du secteur qui souhaitent se faire vacciner, avant de parler du retour en classes» a-t-il précisé, affirmant que la rentrée ne peut se faire avant la mi-octobre. Il a toutefois souligné que la prochaine rentrée des classes «dépend de la manière dont il sera fait face à la pandémie sous tous ses aspects», notant que la famille éducative a perdu, ces jours-ci, ses plus chers employés et enseignants victimes du mutant Delta et que la situation actuelle est plus meurtrière que l'année dernière, où la date de la rentrée avait été fixée au 4 novembre» Une situation qui suscite, selon lui, des inquiétudes au sein de la corporation éducative, qui n'est qu'à un mois de la reprise, notamment avec l'avènement de la saison d'automne, où l'infection augmentera inévitablement avec le manque de sensibilisation et le manque de respect des principes de distanciation sociale.

Par ailleurs, et concernant les dossiers en suspens, M. Ferguenis a appelé le ministre de l'Education à profiter de cette occasion, qu'il qualifie «en or», pour rouvrir les dossiers en suspens qu'il a promis d'examiner, à l'instar du statut particulier, des programmes, des postes adaptés ainsi que de la liste des métiers pénibles, du dossier des ouvriers professionnels, sans oublier le dossier du baccalauréat, qu'il qualifie du «plus long dans le monde» et qui, selon lui, pèse sur les candidats, les employés et même les familles algériennes. Le syndicaliste a également insisté sur la mise en œuvre de ce qui a été préalablement convenu, comme le décret 14/266 qui a été bloqué pendant sept ans depuis sa promulgation.

En ce qui concerne le dossier du recrutement, M. Ferguenis se dit contre le système de concours actuel, qui est entaché «de transgressions inacceptables et de fraude massive». Il a ajouté que les conditions sanitaires actuelles ne permettront pas d'organiser des concours maintenant, ce qui augmentera, selon lui, le nombre de postes vacants, encore plus qu'auparavant.

Aussi, le syndicaliste a estimé que le ministère de tutelle, en coordination avec la fonction publique, doit trouver une autre formule d'intégration des enseignants contractuels, et ce en valorisant leur expérience après consultation des inspecteurs des matières concernées.

Lynda Louifi

FACE À LA PÉNURIE DE CERTAINS MÉDICAMENTS ANTI-COVID

La FAM recommande d'interdire la vente sans ordonnance

L'AUTOMÉDICATION a pris de l'ampleur en ces temps de crise sanitaire, notamment avec la propagation du variant Delta. Par anticipation ou au moindre symptôme, des personnes, sans prescription médicale, se précipitent pour s'approvisionner chez le pharmacien alors qu'aucun médicament n'est recommandé pour prévenir une infection au coronavirus.

C'est ainsi que des pénuries de certains médicaments sont créées. Face à ce phénomène grandissant, la Fédération algérienne du médicament (FAM) recommande d'interdire la vente de médicaments sans ordonnance.

Depuis le début de la crise sanitaire du coronavirus, plusieurs spécialistes ont mis en garde contre les dangers de l'automédication, et aujourd'hui contre l'utilisation à tout-va de l'oxygène, préconisant une consultation médicale préalable en cas d'apparition des premiers signes d'une infection par le coronavirus.

La vente libre de certains médicaments doit donc cesser, notamment en ces temps de coronavirus. C'est dans ce sens que la FAM a appelé les pharmaciens d'officine à ne délivrer aucun médicament anti-Covid-19 sans présentation d'une prescription médicale.

Dans son communiqué rendu public avant-hier, la FAM a affirmé que «les officines pharmaceutiques devraient s'en tenir strictement à l'exigence d'une ordonnance médicale préalable pour toute délivrance de médicaments destinés à la lutte anti-Covid-19».

Cette mesure, note-t-on, fait partie d'une série de recommandations émises par la fédération qui rassemble l'Union nationale des opérateurs pharmaceutiques (UNOP), l'Association des distributeurs pharmaceutiques d'Algérie (ADPHA) et le Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), et ce suite à la rencontre tenue, la veille, avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique.

Des spécialistes ont, à maintes reprises, mis en garde contre les dangers de l'automédication. Par exemple, le Pr Amar Tbaibia, chef du service de médecine interne à l'établissement hospitalier d'El-Biar, à Alger, avait tiré la sonnette d'alarme sur les dangers de l'automédication et du non-respect des directives en cette période de crise sanitaire. Il avait même signalé des pénuries de certains médicaments, à l'instar de certains antibiotiques, achetés sans ordonnance. Il avait appelé les citoyens à ne pas recourir à l'automédication qui, non seulement peut entraîner des complications mais prive les malades de médicaments vitaux.

Par ailleurs, d'autres recommandations ont été émises par la FAM lors de cette rencontre avec le ministre de l'Industrie pharmaceutique. Les grossistes-répartiteurs ont été ainsi invités à mettre, sans restriction aucune, l'intégralité de leur stock de médicaments anti-Covid-19 à la disposition du réseau des officines pharmaceutiques, tout en assurant une couverture géographique la plus équitable possible entre l'ensemble des communes et wilayas du pays. Pour leur part, les producteurs ont sollicité le concours des autorités et autres services publics (banques, douanes...) afin de leur faciliter les procédures d'acheminement de tous les intrants entrant dans la production des produits pharmaceutiques.

La fédération a aussi confirmé être au service de l'Autorité nationale sanitaire, rassurant, dans la foulée, la population sur la disponibilité de la matière première.

«Les stocks de matières premières, intrants et produits finis entrant dans la fabrication des médicaments anti-Covid-19, permettent de répondre à tous les besoins pouvant s'exprimer au cours des douze prochains mois», a-t-on affirmé.

Lilia Aït Akli

RÉUNION ENTRE BENBOUZID ET LES PRÉSIDENTS DE GROUPES PARLEMENTAIRES

La situation sanitaire évoquée

LE MINISTRE de la santé, Abdearrahmane Benbouzid s'est réuni, jeudi à Alger, avec les présidents de groupes parlementaires à l'Assemblée populaire nationale (APN) sur la situation sanitaire en Algérie au vu de la propagation de la pandémie de Covid-19 et les efforts consentis en vue d'y faire face. Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre, le ministre a affirmé que cette réunion tenue à la demande des présidents de groupes parlementaires à l'APN, était «positif», soulignant que «les portes sont ouvertes à la communication et au dialogue avec tout le monde» pour renforcer la cohésion entre toutes les parties et faire ainsi face à cette pandémie, tout en œuvrant ensemble à resserrer les rangs dans l'objectif d'obtenir de meilleurs résultats». De leur côté, les présidents de groupes parlementaires à l'APN ont indiqué que la réunion leur a permis d'avancer des propositions et de passer en revue les efforts déployés par l'Etat pour faire face à cette pandémie ainsi que les moyens mobilisés, notamment à ce stade connaissant la mutation du virus Corona (19) outre le manque d'oxygène dans les hôpitaux et le taux de mortalité élevé.

Ils ont également souligné l'importance de «la solidarité et de la conjugaison de tous les efforts afin de préserver la santé des citoyens», estimant que la vaccination est «la seule solution en sus du respect des gestes barrières.

S. N.

ANNABA

55 décès par semaine et confinement partiel dans quatre communes

L'épidémie de coronavirus, particulièrement son variant le plus dangereux, le virus Delta, frappe de plein fouet la wilaya d'Annaba. 55 décès par semaine sont enregistrés à travers les établissements sanitaires.

Quatre communes à fortes concentration de population de la wilaya d'Annaba, à savoir Annaba, El-Hadjar, Sidi Amar et El-Bouni sont placées dans le rouge avec «des mesures sévères de confinement». Les services de la commune alertent la population sur la saturation des cimetières, et seul celui de la localité de Sidi Salem reste pour accueillir les dépouilles mortelles. Une situation jamais vue à Annaba depuis le déclenchement de la pandémie de coronavirus. La cheffe du service de microbiologie du CHU d'Annaba, Pr Nedjai Sabrina, a publié un post sur facebook en qualifiant la «situation sanitaire d'alarmante», avant de révéler que «la plupart des tests PCR et antigéniques sont positifs. Il y a plusieurs réinfections et nombreux cas d'infections post-vaccinales (après la première dose) suite au non-respect des mesures barrières.



Une augmentation considérable du nombre de malades hospitalisés dans les services Covid-19 et en réanimation. Ainsi que plusieurs cas diagnostiqués chez le personnel médical et paramédical», a-t-elle écrit. Pr Nedjai Sabrina décrit les principaux symptômes constatés chez les malades de la Covid-19 qui vont de «l'écoulement nasal, maux de tête et de la fièvre». Des constats de tous les jours qu'on peut relever même chez des personnes non atteintes du variant Delta. Ce variant, le plus meurtrier de la famille de coronavirus, touche toutes les tranches d'âge, même les plus jeunes. Le médecin-en chef du service de microbiologie du CHU d'Annaba précise que «le variant Delta est caractérisé par une période d'incubation plus courte que la souche classique, une très forte transmissibilité et une charge virale très importante».

Ce qui explique la mortalité galopante de ces derniers jours. A Annaba, wilaya qui a été rajoutée, à la demande de son wali, Djamel-Eddine Berrimi, sur la liste 35 autres wilayas en confinement pour une durée de 10 jours, la population est partout présente dans les centres de vaccination. On ne rechigne plus sur la marque du vaccin. Tout le monde accepte les vaccins Sinovac et Sputnik V, et pourtant, pour la circonstance, il faudrait signaler que le vaccin Astra-Zeneca, homologué par l'OMS contrairement aux deux autres, a été destiné «à une certaine catégorie de citoyens».

Concernant la disponibilité de l'oxygène liquide pour les malades hospitalisés ou en réanimation, le wali d'Annaba a rassuré la population. Lors d'une visite d'inspection et de travail, mercredi dernier, dans la nouvelle ville Benmostefa Benouada (Ex Draa Erich), le chef de l'exécution a déclaré à la presse : «Je rassure le citoyen annabi que l'oxygène est disponible, étant donné que nous avons deux unités de production de cette matière, celle de Attia qui produit quotidiennement 1000 litres tandis que plus de 5000 litres sont produits aussi quotidiennement par Sider El-Hadjar.»

Enfin, il convient de signaler que l'opération de collecte de fond organisé par le wali d'Annaba auprès d'une quinzaine opérateurs économiques de la wilaya d'Annaba pour contribuer au financement de la lutte contre la propagation de la Covid-19 , a permis de collecter 3 milliards de centimes. Cette somme assez importante a été versée, selon les donateurs, au profit du compte de solidarité du comité d'Annaba du Croissant Rouge Algérien.

Nabil Chaoui

Ouverture de structures extrahospitalières à Médéa

POUR FAIRE face à la flambée de l'épidémie enregistrée au cours de ces dernières semaines et l'amplification de la pression sur les capacités des établissements hospitaliers arrivées à saturation, les autorités envisagent de recourir à l'ouverture de structures extrahospitalières (hôtels, internats) pour accueillir les nouveaux malades atteints du covid-19.

C'est ce qui ressort de la déclaration du directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed Cheggouri, qui qualifie la situation de grave et de pire que les précédentes vagues où le pic atteignait environ 850 patients à travers l'ensemble des hôpitaux de la wilaya.

«C'est une course contre la montre qui est menée par le corps médical et soignant pour appliquer le protocole sanitaire préconisé et en même temps trouver l'oxygène nécessaire pour tous les patients admis dans les services hospitaliers, induisant une grande pression sur cette matière vitale (oxygène). Il faut savoir que les lits d'hospitalisation sont entièrement occupés, comme c'est le cas à Médéa, Berrouaghia et Ksar El Boulhari».

C'est alors que des associations et des particuliers se sont mis à la disposition de la cause en constituant des chaines de solidarité pour collecter l'argent nécessaire à l'acquisition de générateurs d'oxygène au profit des hôpitaux de la wilaya et ainsi éloigne le spectre de la rupture de cette matière indispensable à la respiration. A ce titre, 4 associations relevant des plus grandes daïras sont parvenues à rassembler les montants exigés et ont déjà passé commande auprès des fournisseurs, comme c'est le cas de la société civile de Béni-Slimane qui a déjà reçu une autorisation pour l'importation d'un générateur destiné à l'EPH de la ville. L'actualité locale en matière de propagation de la pandémie et les ruptures de stock d'oxygène, l'adhésion de la population à l'appel à la solidarité citoyenne pour l'acquisition de générateurs d'oxygène, relayées par les réseaux sociaux n'a pas manqué de faire réagir le directeur de la santé et de la population (DSP), Mohamed Cheggouri.

Dans une déclaration à la radio locale, ce dernier a estimé que ce genre d'actions citoyennes mérite d'être valorisé. Car, dira-t-il, Il ne faut pas oublier que le mouvement associatif a été au-devant des toutes les actions de solidarité depuis le début de la crise, en fabriquant et en distribuant des bavettes au public à l'intérieur de la wilaya et même au-delà. «Tout récemment, d'autres initiatives ont été lancées par des associations caritatives pour l'achat de générateurs d'oxygène pouvant produire l'équivalent de 6000 litres par heure. Des associations sont arrivées à collecter les montants des prix d'achat des générateurs, ont passé commande auprès des fournisseurs et attendent de réceptionner leurs marchandises. Jusqu'alors 2 associations ont pris attache avec la DSP pour lui accorder son aide et pour les accompagner dans leurs démarches».

A propos de la campagne de vaccination contre le virus corona, la wilaya de Médéa est parmi les wilayas les mieux classées avec un taux d'environ 15 % de personnes vaccinées, alors que le taux national oscille autour de 9 % à 10 %, a déclaré le DSP. «A la date d'aujourd'hui, nous sommes parvenus à vacciner plus de 150.000 personnes. Nous avons réceptionné 40.000 doses de vaccin cette semaine, une quantité qui sera utilisée au cours de la semaine qui suit, 6.000 à 7.000 personnes sont vaccinées chaque jour. La partie sud-ouest de la wilaya, notamment les dairas de Chahbounia et Aziz enregistrent des rythmes de vaccination non satisfaisants».

LE WALI INSTAURE UN CONFINEMENT PARTIEL À DOMICILE DE 10 JOURS

La wilaya de Médéa fait désormais partie des wilayas concernées par le confinement partiel à domicile conformément à l'arrêté du wali n° 824 du 05/08/2021, suite à la montée rapide du nombre de cas de contaminations par le covid-19.

Par arrêté sus-cité, il a été décidé l'instauration d'un confinement partiel à domicile de 20h à 6 h du matin, d'une durée de 10 jours, applicable à compter du 05 août 2021 sur tout le territoire de la wilaya.

La mesure de restriction s'étend, dans le sens dudit arrêté, à l'ensemble des activités drainant le public et qui constituent des sources de contamination de la pandémie, notamment les activités des salles de sport et omnisports, maisons de jeunes et centres culturels, est-il précisé. En outre, la mesure concerne également les cafétérias, les restaurants, les fastfoods et les espaces utilisés par les commerces de crèmes et des glaces dont les activités doivent être limitées à la vente selon le mode «à emporter».

L'élargissement des dispositions de l'arrêté sus-cité touchent également le secteur du transport public de transport urbain et interurbain de voyageurs dont l'activité est suspendue durant le week-end et les jours fériés.

Cependant, les mesures de restriction imposées par le confinement semblent avoir pris de court un grand nombre de commerçants parmi les propriétaires de restaurants, de fastfoods et de rôtisseries qui ont déploré l'entrée en application de l'arrêté le jour de sa signature, leur occasionnant des pertes estimées à plusieurs millions pour certains d'entre eux.

De nombreux citoyens ont jugé que la mesure de confinement partiel à domicile, entrée en application 2 h après son annonce, ne leur a pas donné le délai suffisant pour s'adapter à la mesure pour leurs déplacements ou se rendre à leur travail durant le week-end.

Nombre de fidèles ont vu dans la mesure un empêchement d'aller dans les mosquées où ils ne pourront désormais accomplir que les prières d'Al Dohr et d'Al Asr.

De Médéa, Nabil B.



LUTTE CONTRE LA COVID-19

Plus de 25 milliards DA débloqués pour l'achat de vaccins

L'ETAT a débloqué une somme de plus de 25 milliards de dinars destinés l'achat de vaccins anti-Covid-19, selon un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 59. Il s'agit du décret présidentiel n 21-297, signé le 22 juillet par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la Santé. En vertu de ce texte, «il est ouvert, sur 2021, un crédit de 25.138.125.000 dinars, applicable au budget de fonctionnement du ministère de la Santé et au chapitre n 44-07 : Contribution exceptionnelle à l'institut Pasteur d'Algérie (IPA) au titre de l'achat pour compte de l'Etat du vaccin anti-Covid-19». Pour rappel, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a indiqué récemment que l'Algérie avait acquis «plus de 9 millions de vaccins». Il également annoncé qu'»en août prochain, 9.200.000 doses seront acquises, en sus de 5 millions d'autres qui arriveront en septembre», ainsi qu'une unité de production de vaccins qui sera lancée «à partir de la mi-septembre à Constantine, avec une capacité de production de 2,5 millions de doses».

S. N.

SONATRACH

Intervention pour mettre en marche des unités de production d'oxygène médical

LA SOCIÉTÉ nationale Sonatrach a indiqué jeudi que ses équipes techniques étaient intervenues pour la remise en marche de plusieurs unités de production d'oxygène au niveau de nombre de wilayas, a indiqué le Groupe jeudi. «Dans le cadre des initiatives de solidarité menées par le Groupe visant la mise à disposition de l'oxygène dans les établissements hospitaliers et les structures médicales, les équipes techniques de maintenance relevant de la direction régionale de Hassi R'mel sont intervenues au niveau de l'unité de production d'oxygène à l'hôpital H'mida Benadjila de Laghouat et ont réussi, en un temps record, à réparer la panne technique ayant interrompu la production», a publié Sonatrach sur sa page Facebook. «La première unité a, donc, repris la production de cette matière vitale, suivie des deux autres unités offrant de l'oxygène liquide», note la même source. A Oran, «les équipes de l'Activité Liquéfaction-Séparation (LQS) ont réussi, en collaboration avec les filiales : société de maintenance industrielle d'Arzew (SOMIZ), la société d'hélium liquide (Helios) et l'Entreprise de Grands Travaux Pétroliers (GTP), à parachever les travaux de montage et à mener des essais, à Bethioua, sur le projet Rayanox devant commencer à produire des gaz médicaux les tout prochains jours». Les mêmes équipes ont, par ailleurs, remis en marche l'unité de production d'oxygène relevant de l'Entreprise nationale de Plomberie à Tiaret, «en arrêt depuis longtemps», a conclu la même source.

S. T.

COVID-19 À BÉJAÏA

95 DÉCÈS EN CINQ JOURS

Le nombre de personnes atteintes de Covid est important. Les statistiques communiquées hier font sont effrayants. «Plus de 700 personnes sont atteintes de Covid-19 et son variant Delta et 95 décès ont été enregistrés en cinq jours, soit du 31 juillet au 5 Août», a indiqué hier la cellule de communication de la wilaya qui a repris les statistiques communiquées par le responsable du service prévention à la direction de la santé de wilaya.



Les statistiques ont été communiquées à l'issue de la réunion de crise qui a été présidée par le wali, en présence du président de l'APW, du Procureur Général et les responsables des différents services de sécurité.
«L'objectif de cette rencontre est d'examiner et suivre la situation sanitaire prévalant dans la wilaya de Béjaïa», a précisé la même source. Selon toujours les statistiques de la direction de la santé communiquées hier par Radio Soummam, «181 personnes ont été emportées par le Covid du 22 juillet au 2 Août 2021 à l'échelle de wilaya». Et de souligner : «la semaine du 22 juillet au 29, 96 décès ont été recensés, soit le taux le plus élevé jusqu'à présent».
Au niveau de la wilaya, ce sont 748 malades qui étaient hospitalisés selon les derniers chiffres communiqué hier dont 225 dans les trois unités du CHU, 140 à l'EPH d'Amizour, 119 à Sidi-Aïch, 110 à Akbou, 79 à Aokas et 75 à Kherrata. En 15 jours ce sont 222 décès qui ont été enregistrés à l'échelle de wilaya. A Akbou, le personnel de l'hôpital Akloul Ali a observé, avant-hier, un sit-in au cours duquel un cri de détresse a été lancé aux autorités demandant «le renforcement de l'établissement hospitalier en moyens humain et matériel». L'hôpital a enregistré 130 malades, avant-hier, soit plus que sa capacité. De nouveaux lits seront ajoutés mais «les moyens matériel et humain sont limités selon le personnel.
Sur le plan de la solidarité, l'entreprise Meriplast, spécialisée dans la production de films plastiques a offert avant-hier au CHU de Béjaïa un lot de matériel médical. Ce lot est composé de Chariots porte -malade mécanique en ABS avec hauteur variable et réglable à gaz, des chariots d'urgence en ABS, 30 potences à sérum chromée et 30 paravents à 2 vantaux sur roues.
S'agissant de la station à Oxygène financée par l'entreprise Boudiab de Béjaïa au profit de l'hôpital Khéllil Amrane et importée de Turquie ; celle-ci devrait arriver aujourd'hui à 14h», selon le surveillant général du CHU M. Hafid Boudrahem. Cette unité devrait être opérationnelle samedi ou dimanche prochain. Par ailleurs, un appel a été lancé par le Dr Hocine Mohand aux bénévoles de la wilaya afin de créer une équipe mobile d'hospitalisation à domicile des malades Covid au niveau de chaque Daïra.
Le Dr Hocine a souligné dans un post que «l'idée a été soumise au directeur du CHU de Bejaïa. L'auteur de l'initiative a fait un appel aux volontaires médicaux et paramédicaux pour en faire partie».

N. Bensalem

DÉSASTRE DU VARIANT DELTA

La France offre son aide à l'Algérie

LA FRANCE a offert son aide à l'Algérie pour affronter la vague dévastatrice du variant Delta qui a fait des centaines contaminations par jour et des dizaines de morts alors que les hôpitaux sont incapables de soigner les malades faute de place et d'oxygène.
«Comme elle le lui a indiqué à plusieurs reprises, la France est disponible pour aider l'Algérie à faire face aux conséquences de la pandémie», a indiqué ce jeudi 5 août 2021, le Quai d'Orsay, dans un communiqué publié sur son site officiel.
Le ministère français des Affaires étrangères a précisé que «dès à présent, ce soutien français se traduit notamment par les programmes d'aide de l'Union européenne et du mécanisme COVAX que la France et ses partenaires européens promeuvent et soutiennent massivement depuis l'origine», selon la même source.
Le Quai d'Orsay a rappelé que «l'Union européenne s'est engagée dès avril 2020 à fournir une aide de 43 millions d'euros à l'Algérie pour appuyer le système national de santé publique», soulignant que «dans ce cadre, six millions de masques et de nombreux équipements de dépistage (400 000 tests antigéniques, 20 000 tests PCR, 100 000 kits d'extraction PCR et deux appareils de dépistage) ont déjà été fournis».
Le ministère français a également rappelé que le 30 juillet dernier, «un premier lot de 750 concentrateurs d'oxygène, sur une commande globale d'urgence de 3000 unités, a été envoyé en Algérie. 1,1 million de masques sanitaires ont également été acheminés le 25 juillet au profit des professionnels de la santé».
Des dizaines de personnes meurent chaque jour en Algérie prise de court admettait le ministère de la santé Abderrahmane Benbouzid depuis le début du mois de juillet alors que le variant Delta circulait dans le monde à partir de mars dernier.
Des travailleurs indiens qui n'ont pas été astreints à un confinement avaient introduit le virus en Algérie en mai dernier dans la région de Tipaza.

S. O. Brahim

LE PR DJENOUHAT :

«25 % des personnes décédées du Covid-19 avaient moins de 45 ans»

LE PROFESSEUR Kamel Djenouhat, président de la Société algérienne d'immunologie et chef de service du laboratoire central EPH Rouiba, a fait savoir ce jeudi que 25% des personnes décédées des suites de leur contamination au variant Delta étaient âgées de moins de 45 ans.S'exprimant sur les ondes de la Radio locale de Aïn Témouchent, le Pr Djenouhat a indiqué que 30% des patients atteints du Covid-19 sont hospitalisés et environ 25% des décès sont des jeunes de moins de 45 ans. Il a estimé qu'on devrait s'attendre à une baisse des cas d'infection au coronavirus Covid-19, en raison de la vaccination. Il a également souligné que les autorités sanitaires comptent sur la sensibilisation des jeunes pour réagir et exiger la vaccination.
Le Pr Djenouhat a indiqué que nous souffrons du problème d'un mauvais diagnostic précoce des cas de contamination au coronavirus, en raison des symptômes variés présentés par le variant Delta. Il a également souligné que la désinformation a poussé les patients à s'abstenir d'aller à l'hôpital, compliquant ainsi leur état de santé, précisant que les autorités sanitaires avaient averti que le variant Delta se propage de manière exponentielle, ce qui explique l'augmentation des infections.
Le Pr Djenouhat a indiqué que l'hypothèse de la troisième dose de vaccins n'a pas encore été envisagée, soulignant par ailleurs que la recherche scientifique travaille toujours sur l'intervalle approprié entre les doses de vaccins, qui pourrait se situer entre 4 et 8 semaines. «Les effets secondaires bénins après la vaccination signifient que le système immunitaire réagit bien et nous n'avons enregistré aucun symptôme grave à travers le pays,» a conclu le professeur Djenouhat.

M. D.

ENQUÊTE

LA FISCALITÉ LOCALE EST L'OTAGE DU LAXISME DES ÉLUS LOCAUX

Le développement local, dans la plupart des communes du pays, est affecté par la faible perception des prélèvements locaux, c'est-à-dire des taxes et redevances dirigées au profit des collectivités locales que sont les wilayas et les communes, et ce en raison du laxisme des élus locaux mais aussi de la défaillance de l'administration quand il s'agit de contrôler les autorités fiscales et communiquer avec eux.

Le Jeune Indépendant a décidé de faire toute la lumière sur la réalité de la fiscalité locale, et ce en prenant l'avis des fonctionnaires de la wilaya de Blida, dont le directeur des impôts Yacoub Bounabi, et le secrétaire général de la commune de Meftah, Ahmed Belhadj, deux experts réputés dans la gestion des collectivités locales, ainsi que le P/APC de Boufarik.

A travers cette enquête, il est devenu clair que la faible perception des impôts au profit des communes est due à la petite taille des assiettes fiscales, lesquelles ne sont pas bien maîtrisées par les élus locaux qui n'accordent pas la priorité à la perception des droits et taxes disponibles mais se soucient plutôt des fonds qui leur sont alloués pour gérer les budgets de leurs communes respectives.

A ce propos, M. Bounabi tient à préciser : «La commune ne donne pas la priorité à la perception des impôts comme elle le fait pour la part qui lui est allouée pour gérer les dépenses du budget communal et suivre celles-ci. Aussi, nous enregistrons un déficit. Quant aux impôts perçus par le receveur, on retrouve le même taux de perception exprimé, à maintes reprises, par les autorités centrales des finances ou de la fiscalité. *

De son côté, M. Belhadj déclare : «Les élus locaux n'ont pas le sens des responsabilités et attendent toujours de recevoir de l'argent de l'Etat. les mentalités doivent changer et ceux qui sont élus pour gérer les communes se doivent de réfléchir à apporter un plus afin de renflouer les caisses de l'APC.

Il ajoute : «Le résultat final de la faiblesse de la collecte de l'impôt local, c'est que les élus locaux ne se disent pas être de connivence, mais nous pouvons dire à leur sujet qu'ils ont été laxistes et n'ont pas assumé leurs responsabilités. S'il y avait un contrôle, comme c'est le cas pour conclure des marchés publics, il n'y aurait pas de négligence dans ce domaine.»



Il conclut en affirmant que «les élus des collectivités locales devraient signaler les activités de certaines personnes, aider l'Inspection des impôts à contrôler les assiettes fiscales, car cela contribuerait à augmenter les ressources financières de la wilaya ainsi que celles de la commune, et enfin poursuivre en justice les fraudeurs, mais rien de tout cela n'est fait».

UNE LOI GLOBALE ET COMPLÈTE QUI COMBLERA LES LACUNES

Le responsable de la fiscalité de Blida déclare : «J'ai vu le projet de loi sur la fiscalité locale et je pense qu'il remédiera aux lacunes de la législation fiscale à ce sujet. Les autorités ne sont pas restées les bras croisés devant ces insuffisances, ils préparent une loi sur les ressources budgétaires des collectivités locales, laquelle comprend tout ce qui est redevances, impôts, droits, ainsi que tout ce qui concerne les recettes du budget des collectivités locales, des organes de l'organisation, du contentieux, du recouvrement et du contrôle.

S'exprimant sur le projet de loi, il ajout : «C'est une loi globale et complète qui mettra fin à la confusion existante et après la promulgation de cette loi, il ne pourrait y avoir qu'une bonne collecte des impôts à l'avenir. Dans cette loi, le champ de compétence et les responsabilités sont à l'origine définis dans le contenant, dans la surveillance et dans la perception. Il a été corrigé et donc ont été supprimés toutes les circonstances concernant les frais et les taxes qui vont au budget de l'Etat et le travail de chaque participant fiscal, y compris l'administration fiscale ou l'administration locale.»

L'ADMINISTRATION FISCALE MANQUE DE MOYENS LOGISTIQUES

M. Bounabi reconnaît que l'administration fiscale manque de moyens logistiques pour collecter les différentes taxes orientées dans les services des collectivités locales. Il déclare à cet égard : «Les mêmes problèmes qui entravent la collecte des impôts en général sont ceux qui entravent la collecte des impôts locaux.

L'administration fiscale manque d'équipements logistiques et de moyens de transport. Même le contribuable se montre toujours absent lors de la visite de l'inspecteur.

Dans ce contexte, le secrétaire général de la commune de Meftah relève le manque de coordination des différents services administratifs avec les communes. Il exige la mise en place de bureaux spécialisés dans chaque commune, qui seraient munis de copies des registres du commerce émanant de la Chambre de commerce ainsi que de tous les documents administratifs délivrés par d'autres départements, et ce afin de faciliter le décompte des contribuables par commune.

EXIGER L'INCLUSION DE LA TAXE LOCALE DANS LES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ ET D'EAU

Le P/APC de Boufarik estime que l'augmentation de la perception de la taxe locale et l'élargissement de son conteneur nécessitent l'adoption de mécanismes réalisables face à l'évasion fiscale. Il a également suggéré de collecter les taxes via la facture d'électricité, comme c'est le cas pour la redevance immobilière. Selon lui, de cette façon, les citoyens seront obligés de payer cette taxe, et dans le cas contraire, ils seraient privés d'électricité.

Ahmed Belhadj estime que le mécanisme d'inclusion de certaines taxes destinées aux collectivités locales dans les factures d'électricité ou d'eau fera payer la majorité des citoyens à leur insu, comme c'est le cas avec la redevance d'épuration incluse dans la facture d'eau.

Il a fait référence à la redevance sur les panneaux d'affichage et celle pour la tenue de fêtes, lesquelles ne peuvent être perçues. En tant que telles, elles appartiennent à une classe particulière et non au grand public.

Il convient de noter que certaines communes classées comme riches bénéficient de la taxe d'honoraires sur l'activité professionnelle du fait de la présence de zones d'activité ou de zones industrielles dans celles-ci, sachant que la perception des impôts est effectuée par le Trésor communal ou par la Direction des impôts de la wilaya.

T. Bouhamidi

REMBOURSEMENT DES DETTES DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

326 dossiers validés par l'ANADE

L'AGENCE nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade, ex-Ansej) a validé 326 nouveaux dossiers de remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué avant-hier jeudi un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises qui a assuré que cette opération durera jusqu'à la fin de l'examen de toutes les demandes.

«En application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif ANADE et la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, une 15e séance de travail de la commission de Garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'ANADE, a été tenue», a précisé le communiqué.

Durant cette séance de travail, tenue au siège de l'ANADE, il a été procédé à l'examen de 520 dossiers présentés par les représentants des banques, débouchant sur la validation de 369 dossiers pour le remboursement de plus de 58 milliards de centimes. Ces dossiers ont été présentés par les représentants des banques dans les wilayas suivantes : Chlef, Alger, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbes, Constantine, Mascara, Oran, El Bayadh, Illizi, Boumerdès, El Taref et Tipaza.

Par ailleurs, l'ANADE souligne que le traitement de 180 dossiers accompagnés par l'agence à travers le rééchelonnement de leurs dettes à la faveur de plans de charge pour la relance de leurs activités à travers les accords conclus, a été reporté, et ce, en raison de leur activité.

Les dossiers de deux micro-entreprises ont été régularisés de façon définitive par leurs propriétaires, à travers le remboursement de leurs dettes auprès des banques et de l'Agence, ajoute la même source, notant que 12 autres dossiers ne remplissant pas les conditions de remboursement ont été renvoyés aux banques.

Ainsi, le nombre total des micro-entreprises en difficulté dont les dossiers ont été examinés lors des séances, s'élève à 7.465 dossiers.

M. B.



COVID-19

Des internautes réclament une enquête contre Etats-Unis

Le think-tank CGTN, affilié à China Media Group (CMG), a effectue , récemment, un sondage d'opinion sur auprès des internautes sur les réseaux sociaux en six langues officielles des Nations Unies. Les résultats du sondage étaient montrent que 83, 1% des internautes interrogés sont favorables à des enquêtes de l'OMS sur le traçage du virus de COVID-19 aux Etats-Unis.

Toujours selon ce sondage, les internautes sondés estiment que les Etats-Unis essayaient de cacher des faits liés à la propagation de la pandémie de COVID-19 et suspectent les Etats-Unis d'être le pays d'où est parti le virus. En s'exprimant de la sorte, les internautes croient que la tentative des Etats-Unis visant à se dédouaner et à nuire à la Chine a fait long feu.

Au fur et à mesure que le temps passe, de plus en plus on essaie de faire des idées un peu plus claires sur le début de la COVID-19. C'est le cas de la date de détection des premiers cas confirmés de COVID-19 aux Etats-Unis. On sait que des cas d'une maladie respiratoire inexplicable ont apparu après la fermeture du laboratoire Fort Detrick, sans compter plusieurs incidents sécuritaires survenus au laboratoire de l'Université de la Caroline du Nord.

Les Etats-Unis doivent notamment répondre à la question suivante que se posent des pays : comment les Etats-Unis pouvaient-ils savoir un mois avant qu'une maladie hautement contagieuse éclaterait à Wuhan? Selon The Time of Israel, en novembre 2019, l'armée américaine avait déjà partagé les informations avec Israël et l'OTAN, prédisant la propagation très prochaine à l'échelle mondiale du coronavirus. Dans leurs prédictions, les Etats-Unis avaient même cité nommément la ville de Wuhan. A ce sujet, la presse russe estime que « cette information de l'armée américaine fait de l'origine du nouveau coronavirus une idée qui suscite des litiges ». Pour la presse russe, c'était la délégation de l'armée américaine qui a apporté le virus à Wuhan lors des Jeux militaires mondiaux d'octobre 2019.

Bien que le rapport publié conjointement fin mars par l'OMS et la Chine montre qu'il est « extrêmement peu probable » que le virus ait fuité à partir d'un laboratoire chinois, les politiciens américains,



pour dissimuler les doutes sur leur pays concernant le contrôle épidémique, ont mis la pression sur l'OMS pour ouvrir la deuxième phase du « traçage de la COVID-19 en Chine. Cela, dans le but de se dédouaner de ce qui pourrait être leur responsabilité dans la propagation de la pandémie. Cette manière de politiser le traçage du virus a été condamnée fermement par la communauté internationale.

Près de 70 pays ont écrit à l'OMS pour exprimer leur soutien aux résultats de la première étape du traçage du virus, mais ils se sont opposés à la politisation du traçage du virus. Le sondage mené auprès des internautes internationaux montre clairement qu'un large consensus se dégage au niveau mondial au sujet des manœuvres tendant à la politiser le traçage du virus. Il montre également que le monde s'accorde sur les résultats de la première étape de ce traçage qui a eu lieu en Chine, tout en souhaitant que les Etats-Unis fassent également l'objet des enquêtes sur l'origine du virus.

En répondant à la question « est-ce que les Etats-Unis mènent l'enquête sur l'origine du nouveau coronavirus pour des considérations politiques ? », 84% des internautes francophones ont répondu par « oui » sur YouTube ; les données collectées sur la plus grande plateforme russe de médias sociaux Vkontakte montrent que 91, 86% des internautes russophones pensent que l'administration américaine mène l'enquête pour des raisons politiques. Tout ceci révèle que les internautes des pays du monde sont lucides : l'administration américaine laisse son service de renseignement diriger le traçage, afin de détourner l'attention de l'opinion publique et tenter de chercher les responsabilités ailleurs.

A travers le sondage mené par le think-tank CGTN, le monde peut se rendre compte de la méfiance et du mécontentement des internautes internationaux envers les Etats-Unis, pays qui excellent dans la politique de deux poids deux mesures et qui s'illustrent par des actes paranoïaques et la manipulation politique sur le traçage de l'origine du virus, ainsi que par la recrudescence de la discrimination et la violence contre les personnes d'origine asiatique après la propagation de l'épidémie.

De ce fait, tout le monde est en droit de demander des explications à l'administration américaine sur les probables liaisons entre les Etats-Unis et l'éclatement de la pandémie de COVID-19.

De plus en plus des voix s'élèvent comme la vague, et à ce rythme, les Etats-Unis ne réussiront jamais à cacher la réalité et rejeter les responsabilités sur d'autres pays. Les politiciens américains disent souvent que la population a le droit de connaître la vérité. Pour ce faire, les Américains sont invités à ouvrir ses portes à une enquête internationale transparente. En tant qu'organisme charger, entre autres, de veiller à la santé de la population mondiale, l'OMS devrait se montrer attentive aux aspirations des internautes du monde entier, et procéder au plus vite au traçage du virus aux Etats-Unis, afin de permettre au public mondial d'en savoir davantage sur l'origine de ce virus.

De notre correspondante à Pékin, Xinxin Ma.

Les velléités américaines pour encercler la Chine

PLUSIEURS hauts responsables américains ont récemment visité la Chine et des pays aux alentours de la Chine. La secrétaire d'État adjointe Wendy Sherman a été au Japon, en Corée du Sud, en Mongolie et en Chine. Le secrétaire d'État Antony Blinken en Inde, le secrétaire à la Défense Lloyd Austin dans trois pays d'Asie du Sud-Est. Ces responsables ont sillonné le Pacifique pour provoquer une discorde aux portes de la Chine et donner un coup de pouce à leur stratégie indo-pacifique. L'objectif est clair: encercler la Chine dans la région. Wendy Sherman a beau dire lors de sa visite en Chine que les États-Unis ne cherchaient pas à contenir le développement de la Chine. Ce qu'elle a dit a été trahi par les actions de ses collègues. Lloyd Austin, en tant que premier membre du cabinet de la présente administration américaine à visiter l'Asie du Sud-Est, a fait un discours inconsistant à Singapour, faisant passer le noir pour le blanc aux sujets de la mer de Chine méridionale, de Taïwan, du Xinjiang, exagérant la soi-disant menace chinoise, avec l'intention de provoquer des dissensions dans les relations entre la Chine et ses pays voisins.

Après Singapour, Lloyd Austin est allé au Vietnam et aux Philippines, où il a montré une fois de plus la tentative des États-Unis d'amadouer des pays d'Asie du Sud-Est pour contenir la Chine. Austin a promis d'aider le Vietnam à améliorer ses capacités de sécurité en mer et de lui fournir du matériel militaire. Il a également fait pression sur les Philippines pour qu'elles retirent leur décision d'abolir l'accord de défense clé américano-philippin, alors que cet accord permet à un grand nombre de troupes américaines d'entrer dans ce pays pour participer à des exercices militaires conjoints.

Il est clair que les États-Unis ont renforcé leur présence militaire et politique autour de la Chine, d'abord dans des pays d'importance majeure, comme l'Inde et le Japon, ensuite dans les pays d'Asie du Sud-Est qui ont des positions plus ou moins neutres. Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a prêché sans vergogne en Inde « les intérêts de sécurité régionaux communs », cherchant à pousser la stratégie indo-pacifique et le mécanisme du « Quad ». Les pays d'Asie du Sud-Est restent lucides. Ils ne suivent pas les États-Unis aveuglement. Le ministre singapourien de l'Éducation Chan Chun Sing affirme que dans le contexte international de la concurrence sino-américaine, Singapour n'a pas de mentalité de jeu à somme nulle et préconise la création d'un monde inclusif et connecté.

Comme l'a dit le ministre singapourien, gagner n'est pas vaincre l'adversaire, mais obtenir la confiance du reste du monde. À l'heure actuelle, les relations entre la Chine et ses pays voisins sont bonnes, la recherche de la paix et du développement est l'aspiration commune de tous les pays de la région. À l'heure actuelle, la Chine a pris l'initiative d'approuver l'un des plus grands accords commerciaux au monde initié par l'ASEAN, le Partenariat régional économique global (RCEP), et a fait de son mieux pour fournir aux pays de l'ASEAN les vaccins contre la Covid-19 et soutenir ces pays dans leur projet de production et de distribution régionales des vaccins. La Chine a honoré par ses actions effectives son engagement de « bon voisin, bon ami et bon partenaire ».

Mieux vaut un voisin proche qu'un parent éloigné. La Chine comprend mieux ses pays voisins que les États-Unis. La tentative des États-Unis de semer la discorde entre la Chine et ses pays voisins n'aboutira à rien.

Wendy Sherman est repartie de la Chine avec plusieurs revendications formulées par celle-ci : deux listes, trois « lignes rouges » et quatre « arrêts ». Les décideurs américains devront bien étudier les préoccupations et les propositions de la Chine, revoir leur perception extrêmement erronée sur la Chine et changer leur politique chinoise extrêmement dangereuse. Ils ne devront plus traiter la Chine comme un « ennemi imaginaire », ni disent le contraire de ce qu'ils font, ni non plus tentent de créer un encerclement contre la Chine. Soyons lucides qu'une relation sino-américaine saine et stable est non seulement dans l'intérêt des deux parties, mais aussi dans l'attente commune de la communauté internationale.

De notre correspondante à Pékin, Xinxin Ma.

LA PRESSE ESPAGNOLE CHERCHE LES COUPABLES DU DÉPART DE LIONEL MESSI

LA BOMBE Lionel Messi laisse l'Espagne sans voix. L'annonce du départ de la Pulga du FC Barcelone provoque une onde de choc sans précédent de l'autre côté des Pyrénées et même ailleurs. Désormais, tout le monde souhaite savoir quelles sont les véritables raisons de cette décision. Notamment chez les éditorialistes un peu partout dans le pays. «Qui est le responsable du fait que Jorge Messi soit venu à Barcelone pour apprendre qu'il venait pour ne finalement pas signer l'accord ficelé auparavant ? À qui la faute ? Bartomeu ? Tebas ? Un effectif réticent à baisser son salaire ? Un projet sportif qui ne convainc pas Messi ?», se demande L'Esportiu avant de poursuivre.

«Comment peut-on expliquer que Messi ne puisse pas être inscrit mais qu'Umtiti et Pjanic n'aient pas accepté de résilier alors qu'ils continuent d'hypothéquer le club avec leurs salaires ? Comment peut-on justifier que le capitaine emblématique doive partir alors que les autres vaches sacrées du vestiaire qui se sont fatiguées de piétiner l'écusson n'aient pas donner l'exemple pour emmener avec elles l'ensemble de l'effectif ? Comment peut-on expliquer que la structure d'une équipe qui échoue lamentablement en Europe depuis quatre ans n'ait pas accepté d'aider le club pour faciliter un changement profond au sein du club ? Ce sont les questions qui nourrissent l'indignation chez les supporters», lâche le quotidien local avant d'insister. Remonté, le média s'en prend en grande partie aux joueurs, avant d'en remettre une couche ensuite, comme blasé. «Griezmann, Braithwaite, Coutinho, Dembélé, Umtiti, Pjanic, Alba, Lenglet et tout le reste sont payés par le Barça mais il n'y a pas d'argent pour Messi». Si le président Joan Laporta, qui a donné ses explications en fin de matinée, est plutôt épargné, il est tout de même pointé du doigt par Marca, qui lui reproche d'avoir «tant invoqué Lionel Messi pour rien», lui qui avait fait de la prolongation de l'Argentin un axe de campagne présidentiel fort. «C'est le prix à payer quand on base le futur sportif et émotionnel d'un club sur un pied gauche», ironise le journal.

As cède de son côté à la théorie du complot, imaginant un coup de bluff du Barça et de la Pulga pour faire plier Javier Tebas, le président de la Ligue de Football Professionnel en Espagne, et son rigide fair-play financier comme dans une saga de l'été à succès. «Messi s'en va, mais Umtiti, Coutinho, Dembélé et Braihtwaite, eux, sont toujours là. Mais, de là à ce que Tebas accepte de passer pour le type qui a fait partir Messi, cela me paraît gros. Ce sont des spéculations, mais je crois que la série nous réserve une nouvelle saison, qui débutera très bientôt. Nous avons le vilain, la victime, la trame, le final apocalyptique et une légion de spectateurs incrédules». Mundo Deportivo, pour sa part, attend des réponses de son n° 10 fétiche. «Pourquoi part-il ou doit-il partir ? Que pense-t-il ? Qu'est-ce qui l'empêche de remettre le maillot azulgrana, les couleurs qu'il aime ? À qui la faute ? Que ressent-il en voyant son public, qui l'idolâtre, errer de la sorte depuis hier ? Les supporters méritent que Leo s'explique, de l'entendre de sa propre voix. Venir face à la presse et que les questions permettent de comprendre les raisons, parce que personne ne comprend. Est-ce sportif ? Économique ?», lâche la publication, posant encore une question : «pourquoi, alors qu'il reste presque un mois de mercato, jette-t-on déjà l'éponge ?»

FC BARCELONE

Joan Laporta explique pourquoi il n'a pas pu retenir Lionel Messi

Ce vendredi, Joan Laporta tenait une conférence de presse. Le président du FC Barcelone a expliqué en longueur les raisons du départ de Lionel Messi, annoncé officiellement ce jeudi soir.



Sa parole était très attendue. Le président du FC Barcelone Joan Laporta s'est présentée à la presse ce vendredi, à partir de 11h, pour expliquer les raisons du départ définitif de Lionel Messi (34 ans), et ce, en dépit d'un accord contractuel trouvé avec la star argentine et ses représentants. «Je suis là pour vous donner les raisons de notre communiqué au sujet de Lionel Messi. Nous nous sommes heurtés à un contexte financier hostile. Avec le contrat proposé à Leo, la masse salariale représentait 110% des revenus du club. Vu le fair-play financier de la Liga, c'était impossible. Les chiffres du club, après notre audit, sont bien pires que ce l'on nous avait dit. Les pertes sont bien plus importantes que nous le pensions. Tout cela ne nous donne aucune marge salariale», a-t-il expliqué avant d'ajouter.

«Le fair-play financier ne nous a pas permis d'enregistrer le contrat avec lequel nous étions tombés d'accord avec Lionel Messi. Nous aurions pu l'enregistrer si nous avions accepté un accord avec la Liga qui prévoyait purement et simplement d'hypothéquer une grande partie des droits TV du club pendant un demi-siècle, ce que j'ai refusé», a-t-il lancé, répondant même ensuite à une invective du président de la Liga Javier Tebas, se sentant sans doute pointé du doigt. «Je ne peux pas engager le club sur 50 ans concernant une source de revenus comme les droits TV. Le montant évoqué est bien inférieur à ce que représente, pour nous, 10% de la Liga», a-t-il lâché.

LES RÈGLES DE LA LIGA ET BARTOMEU POINTÉS DU DOIGT

Le patron blaugrana a remercié la Pulga et son entourage, qui ont toujours priorisé le Barça, en dépit des difficultés financières de ce dernier. «Leo Messi a fait tout ce qu'il a pu pour rester et même plus encore. Je n'ai rien à lui reprocher. (...) Le clan Messi a fait tout ce qu'il a pu. D'autres hypothèses seraient irréelles. Il a démontré qu'il voulait rester. Il a fait des efforts pour cela. Mais il avait d'autres offres et il ne pouvait sans doute pas descendre plus bas. Leo voulait rester, nous voulions qu'il reste. Sa volonté a été déterminante. Nous étions heureux de négocier avec lui et tous ceux impliqués», a-t-il expliqué avant d'ajouter.

«Il fallait laisser les émotions de côté, analyser avec de la froideur et prendre la meilleure décision pour le club. Nous pensions que la Liga serait plus souple. Nous n'avons pas pu répondre aux exigences de la Liga. Leo a montré son amour pour le Barça et son envie de rester. Je suis triste mais convaincu que nous avons pris la meilleure décision pour l'avenir du Barça», a-t-il indiqué. S'il s'est dégagé de toute responsabilité personnelle, l'homme fort de l'institution azulgrana ne s'est pas privé pour tacler son prédécesseur Josep Maria Bartomeu.

«La gestion néfaste de la direction précédente nous a également empêché d'aller plus loin dans la prolongation de Lionel Messi. (...) Les investissements passés d'une magnitude qui représentent d'énormes amortissements, c'est ce qui nous pèse.», a-t-il lancé avant de souhaiter bon vent à son n° 10 légendaire. «Leo n'est pas content. Il voulait rester. Il est confronté à la réalité. Leo et sa famille savent que je leur souhaite le meilleur. Le Barça est sa maison. Il a fait grandir le club et son palmarès comme personne. Ici, c'est chez lui», a-t-il conclu. Certes, mais désormais, Messi doit se trouver une nouvelle maison. À Paris ou ailleurs ? La suite du mercato nous le dira.

Le PSG a tout préparé pour Lionel Messi

LE PSG n'a pas attendu la fin officielle de l'histoire entre Lionel Messi et le FC Barcelone pour travailler sur le dossier. Et aujourd'hui, il se place en immense favori pour accueillir la star argentine. L'optimisme règne au sein du club francilien, et le contrat de La Pulga est prêt.

C'est le retournement de situation le plus inimaginable qu'il s'est passé hier en Catalogne. Alors que tout semblait bouclé, que la presse ibérique affichait un optimisme total, le FC Barcelone a annoncé que Lionel Messi ne prolongerait pas, signifiant de facto qu'il s'agissait de la fin de l'histoire de l'Argentin au Barça. Un tremblement de terre pour tous les supporters du club blaugrana, une excellente nouvelle pour les dirigeants du Paris Saint-Germain.

Dès hier soir, la presse espagnole, de Sport à l'émission El Chiringuito, propulsait Lionel Messi quasiment immédiatement au PSG, dans la foulée de l'annonce barcelonaise. Et sans non informations, le club de la capitale est effectivement le grand favori puisque les négociations sont déjà avancées. On parle là d'un contrat de deux ans, plus une année en option.

Nous vous en parlions depuis plusieurs mois, les discussions ne datent pas d'hier. Et si le PSG est si bien placé dans le dossier, c'est parce qu'il a déjà abattu un gros travail en amont pour être prêt à bondir si l'aventure se terminait au FC Barcelone. Le travail en question a aussi été réalisé par les joueurs parisiens, qui ont souvent échangé avec La Pulga, à commencer par Neymar, mais aussi Di Maria et d'autres. La dernière photo en date montrait d'ailleurs la proximité entre Messi et certains joueurs parisiens. À l'heure actuelle, le PSG est optimiste quant à la faisabilité de l'opération et s'est même déjà rapproché de la LFP (Ligue de Football Professionnel) en prévision de l'enregistrement du contrat de l'Argentin, qui serait lui déjà quasiment d'accord avec le PSG. Nasser Al-Khelaïfi promettait un mercato d'envergure le 7 juin dernier. Il est en passe de surpasser toutes les espérances.

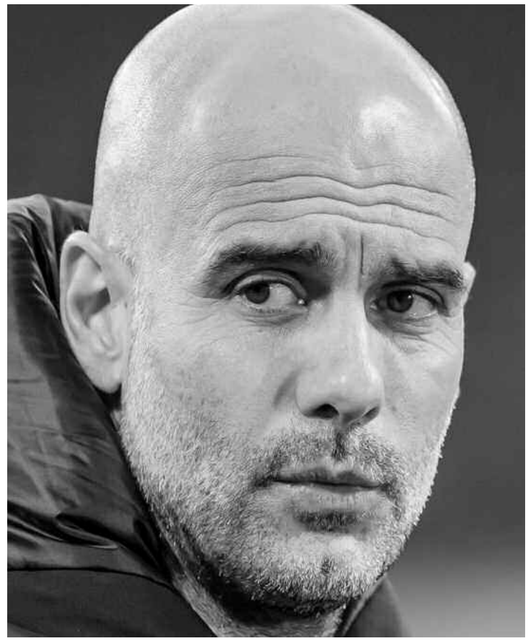
JACK GREALISH, HARRY KANE, LIONEL MESSI

Pep Guardiola se lâche sur le mercato des Citizens !

Hier, Jack Grealish est devenue la première recrue de l'été de Manchester City et le transfert le plus cher de l'histoire de la Premier League. Le même jour, le FC Barcelone annonçait que Lionel Messi ne prolongerait pas l'aventure chez les Blaugranas. Deux actualités évoquées par Pep Guardiola, tout comme le dossier brûlant Harry Kane !

Le jeudi 5 août restera dans les mémoires des aficionados du mercato. Hier, contre toute attente, le FC Barcelone a dû se résoudre à mettre un terme à la passionnante saga Lionel Messi. Dix-sept années passées sous le maillot blaugrana, des trophées et des records à la pelle. Malgré un accord avec le joueur, criblé de dettes, le club catalan n'avait pas les moyens de supporter le salaire du prodige argentin, qui va devoir trouver un nouveau point de chute. Paris, Munich, Turin ou Manchester ? Ce même-jour, les Citizens frappaient un énorme coup sur le mercato : Jack Grealish, 25 ans, technicien du milieu de Villa et de la sélection anglaise, débarquait ! L'homme aux chaussettes baissées devenait l'objet du transfert le plus onéreux de l'histoire de la Premier League. Prix d'achat : 120 millions d'euros.

Au lendemain de cette actualité bouillonnante et à la veille du Community Shield (Leicester City-Manchester City, samedi, 18h), Pep Guardiola était invité à répondre aux questions de la presse britannique. Et pour le technicien catalan, quatre sujets étaient au programme. La dernière acquisition, Jack Grealish et son coût faramineux ; Lionel Messi, qu'il a côtoyé en équipe première du FC Barcelone de 2008 à 2012 ; Harry Kane, qui souhaite à tout prix rejoindre Manchester City ; et les éléments désireux de quitter les Citizens, notamment Bernardo Silva. Pour évacuer toute pression, Pep Guardiola a d'abord tenu à justifier le montant du transfert de Jack Grealish. Milieu de 25 ans qui n'a jamais quitté Birmingham et ne compte pour le moment aucun palmarès.



«Quand on peut dépenser cette somme, c'est parce qu'on vend pour près de 60 millions de livres de jeunes joueurs de l'académie, des joueurs prêtés pour 60 millions de livres, sinon ce n'est pas possible. C'est la raison pour laquelle nous dépensons autant pour lui,» a expliqué le manager espagnol. Et de renchérir, l'air malicieux. «On a dépensé 40 millions pour Jack Grealish. 100 millions de livres sterling que nous avons payées et 60 millions de livres sterling que nous avons gagnées, grâce aux transferts». Certain que le coût du transfert sera rentabilisé par les performances du joueur, «ces six ou sept prochaines années», Guardiola a également reconnu un besoin de sang neuf. «Quand une équipe gagne beaucoup, nous avons besoin de nouveaux joueurs qui sont au top - pas beaucoup, mais qui élèvent le niveau des joueurs qui sont déjà-là». Logiquement, l'ancien coach du Barça a ensuite été invité à évoquer la fin de l'aventure Messi à Barcelone. Une nouvelle qui n'a pas manqué de surprendre Pep Guardiola. «Ce fut une surprise pour tout le monde, moi y compris. Le président a été clair sur la raison de son départ. Je n'ai pas parlé avec le joueur ni avec le président, donc je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais quand vous avez perdu beaucoup d'argent, la décision est vite prise,» a-t-il réagi. Avant de remercier l'Argentin. «J'ai une énorme gratitude pour le joueur le plus extraordinaire que j'ai vu de ma vie. Il m'a aidé à gagner des trophées avec Barcelone, puis à aller au Bayern puis à City. Je lui souhaite le meilleur pour la suite de sa carrière».

Le meilleur, avec lui, à Manchester City ? Interrogé sur la possibilité de voir Lionel Messi, 34 ans, le rejoindre à Manchester, Pep Guardiola s'est montré clair, net et précis. «Jack Grealish portera le numéro 10. Nous avons été convaincus par Grealish et convaincus que Leo resterait au Barça. En ce moment, il n'est pas dans nos pensées.» À l'inverse d'un certain Harry Kane, désiré par le manager des Citizens, qui sait que la tâche s'annonce ardue. «Si Tottenham ne veut pas négocier, c'est fini. S'ils sont ouverts à la négociation, tous les meilleurs clubs essaieront de le signer. Pour Jack, c'était différent, il avait une clause libératoire. Harry Kane est un attaquant extraordinaire, sans aucun doute. Nous sommes intéressés mais c'est un joueur de Tottenham. S'ils ne veulent pas vendre, ils ne le font pas, s'ils le veulent, nous pouvons essayer», a-t-il lâché.

Au registre des départs, enfin, Pep Guardiola n'a pas éludé le fait que Bernardo Silva, 26 ans, a des envies d'ailleurs. Arrivé de Monaco en 2017 et sous contrat jusqu'en 2025, l'international lusitanien est très apprécié par Diego Simeone du côté de l'Atlético de Madrid. L'entraîneur des Citizens a confirmé les velléités de départ de son milieu et précisé qu'il n'était pas le seul volontaire. «Bien sûr, il est encore notre joueur. Ce n'est pas seulement Bernardo, il y a deux ou trois joueurs qui veulent partir mais ce sont nos joueurs et ils sont sous contrat,» a-t-il d'abord expliqué, néanmoins ouvert aux négociations. «Quand les agents viennent ici, on peut discuter d'absolument tout, sinon ils (les joueurs qui veulent partir) s'entraînent bien. À la fin de la saison, les joueurs qui veulent partir savent que la porte est ouverte parce qu'on ne veut pas de joueurs qui ne sont pas satisfaits».

Ce que Chelsea va proposer pour arracher Romelu Lukaku à l'Inter Milan

C'EST LE COUP de tonnerre de ce mercato estival. Alors que tout le monde, le joueur y compris, s'imaginait voir Romelu Lukaku poursuivre l'aventure à l'Inter Milan après avoir conquis le titre de champion la saison passée, l'attaquant belge a finalement choisi de céder aux sirènes anglaises. De quoi faire bondir les supporters intéristes, outrés par le démantèlement du onze si efficace concocté par Antonio Conte, lui aussi parti. Hier soir, les médias anglais ont confirmé ce que les Italiens avaient annoncé quelques heures plus tôt : Lukaku (28 ans) a pris sa décision et l'a annoncé aux dirigeants nerazzurri. Il est prêt à rejoindre Chelsea, qui a choisi de tout miser sur son ancien attaquant sur ce mercato après l'échec Erling Haaland.

L'Inter a d'abord cru pouvoir résister, allant même jusqu'à refuser une offre mirobolante de 100 M€ + le latéral gauche espagnol Marcos Alonso. Mais depuis que Lukaku a fait part de son envie de rejoindre les Blues, l'heure est à la négociation. Les choses devraient s'accélérer très vite, car Chelsea serait prêt à faire évoluer son offre et à coller aux désirs de l'Inter. Le club londonien serait ainsi prêt à monter, selon le Daily Mail, à 130 M€ pour l'attaquant belge ! Une somme exceptionnelle, surtout au regard du contexte économique actuel qui prouve encore une fois que les clubs anglais évoluent à part dans le monde du football. L'Inter, de son côté, fera une très belle opération financière, et a déjà commencé à plancher sur le nom du ou des successeurs de Lukaku.

Houssem Aouar attend toujours un signe d'Arsenal

HOUSSEM AOUAR observe de près le mercato d'Arsenal. L'international tricolore de l'OL se verrait bien rejoindre les Gunners cet été.

Arsenal semble s'activer ces derniers jours. Les Gunners, après les arrivées de Nuno Tavares, Albert Sambi Lokonga et Ben White, semblent désormais se pencher sur un milieu au profil créatif. Les noms de Martin Ødegaard (22 ans, Real Madrid) et James Maddison (24 ans, Leicester) ont notamment récemment circulé. Les discussions auraient même démarré avec Leicester pour le second, sur des bases d'ailleurs assez élevées. Un homme surveille toute cette agitation avec grand intérêt dans l'Hexagone. Il s'agit de Houssem Aouar (23 ans). Selon les informations du Sun, le milieu de l'Olympique Lyonnais et son entourage suivent avec attention l'évolution du marché du club londonien. Et d'après le tabloïd, il serait assez étonné par ses derniers développements.

L'international tricolore (1 cape) et ses proches ne comprendraient visiblement pas pourquoi les pensionnaires de l'Emirates privilégient des pistes bien plus onéreuses. Le jeune homme, sous contrat jusqu'en juin 2023, coûte moins cher que la saison passée. L'OL pourrait lui ouvrir la porte pour 20-25 M€. On est loin des 50 M€ évoqués pour Ødegaard ou des 60 M€ annoncés pour Maddison.

De plus, toujours d'après le Sun, le Gone, lui, est clairement partant pour rejoindre la capitale anglaise et la Premier League. Il se verrait bien franchir le pas, après un rendez-vous manqué l'été dernier malgré un pressing intense de Mikel Arteta. La balle est dans le camp d'Arsenal.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:01	12:35	16:22	19:30	21:02

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:08	12:39	16:26	19:38	21:05

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:20	12:54	16:41	19:52	21:21

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:28	12:44	16:24	19:33	20:55

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:29	13:00	16:47	19:56	21:25

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:35	13:05	16:51	20:01	21:29

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:39	13:08	16:54	20:03	21:31

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7060 — SAMEDI 7 AOÛT 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	35°	22°
Oran	34°	24°
Constantine	44°	22°
Ouargla	47°	31°

LAÏD LEBIGUA :

«L'Algérie déterminée à récupérer son patrimoine historique de l'étranger»

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Lebigua a affirmé, jeudi à Alger, «la détermination» de l'Algérie à récupérer «tout son patrimoine» historique et culturel de l'étranger, en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une allocution lue en son nom par le directeur du Centre national des études et recherches sur le mouvement national et la révolution du 1e novembre 1954 (CNERMN54), Miadi Djamel Eddine, lors d'une conférence de presse sur le canon Baba Merzoug , M. Lebigua a souligné que «l'Algérie est déterminée aujourd'hui à récupérer tout son patrimoine historique et culturel de l'étranger», ajoutant qu«'il s'agit d'honorer les engagements prévus dans le programme du président de la République, à commencer par la récupération des crânes et restes mortuaires des martyrs de la résistance populaire pour les enterrer en Algérie le 5 juillet 2020».

«Le Président de la République avait affirmé dans tous ses messages et rencontres médiatiques la poursuite de la récupération de tous les crânes, de même que la récupération de nos archives et de notre patrimoine qui se trouve à l'étranger sans exclusive», a ajouté le ministre. M. Lebigua a appelé, dans ce sens, tous les acteurs



concernés par la mémoire nationale «à la conjugaison des efforts pour préserver le patrimoine historique et culturel», rappelant les sacrifices consentis par le peuple algérien pour arracher sa liberté et défendre sa dignité contre un occupant usurpateur et contre les tentatives d'aliéner les fondements de son identité.

Pour sa part, le chercheur et historien, Hocine Abdestar qui a axé son intervention sur la symbolique historique de 'Baba Merzoug' construit dans le 16e siècle, a souligné l'impératif de «hâter la récupération de ce canon, une fierté nationale car symbolisant la force de la marine algérienne».

Le canon, appelé «gardien d'El Mahroussa» qui se trouve actuellement dans la ville de Brest en France revêt une grande symbolique en ce sens qu'il ne représente pas une simple arme, mais «une source de renforcement du nationalisme des nouvelles générations», a-t-il ajouté.

L'avocate Fatima Zahra Benbraham a affirmé, quant à elle, «qu'il n'existe aucun empêchement légal pour la récupération de ce canon, d'autant que l'Algérie est en droit de puiser les voies légales pour récupérer cette pièce historique, conformément aux lois internationales».

La conférence a été ponctuée par la projection d'un film documentaire sur le canon+Baba Merzoug+ initié par le ministère des Moudjahidine et relatant l'histoire de cette pièce depuis les principales batailles dans lesquelles il avait été utilisé jusqu'à sa confiscation par l'occupant.

M. D.

La chronique de Qahwet Lâarich

Les Frères Lumières dans l'obscurité à Alger !

Par Nadji Azzouz



ALGER, la ville jadis blanche, mais toujours écrasée de soleil, était par excellence la cité des Frères Lumières. Les salles obscures ouvraient de nuit comme de jour, et parfois même avant l'heure du déjeuner, à l'instar de la Cinémathèque. Le cinéma était perpétuellement en fête et les cinéphiles, forts nombreux, à la fête.

C'était la culture à bon marché des temps socialistes tranquilles. C'était avant l'irruption des médiocres aux manettes de la culture, de l'avènement de la vidéo, de la TV sur Câble, de YouTube et Netflix. C'était l'époque des bobines en folie, tant l'offre cinématographique était abondante et hautes en couleurs. Le Cinéma Paradiso de Giuseppe Tornatore était partout et nous-mêmes, cinéphages en goguette aux quatre coins de la capitale.

En trois décennies d'impéritie culturelle, et sous l'effet de la transformation du mode de consommation filmique, le septième art s'est écroulé. Il est vrai qu'il était confronté à d'inextricables problèmes structurels, à commencer par la désagrégation du réseau des salles dans le pays, notamment à Alger où de nombreux cinés furent détruits ou détournés de leur vocation. A l'Indépendance, en 1962, on en dénombrait un peu plus de 450 à travers le territoire, dont une cinquantaine dans la capitale, et une trentaine à Oran. Il en reste désormais six à Alger qui ont été rénovées, mais qui restent la plupart du temps fermées, quand elles ne servent pas d'espaces de projection de matchs de football !

Aujourd'hui, pour revisiter le paysage des salles obscures, il faudrait lire Noureddine Louhal, journaliste et auteur de «Sauvons nos salles de cinéma, Acte II (éd. Aframed, 2019), dans lequel il recense ces lieux chargés d'histoire culturelle et de bonheur ludique. De la nationalisation des cinés par le président Ben Bella à la privatisation et la vente de certains lieux, l'auteur, un brin nostalgique, retrace notamment le parcours de ce patrimoine inestimable.

En ces temps du printemps du cinoche, les salles avaient des noms magiques, et Alger en était constellée. Rien qu'à Bab El Oued, onze salles, et la rue Larbi Ben Mhidi, jadis une artère culturelle longue de seulement mille mètres, en comptaient neuf, rien que ça, ya bouguelb ! Les noms de ces 20 cinémas, à l'image des trente autres que comptaient Alger, étaient des titres de poèmes. A Bab El Oued, Le Majestic, Le Marignan, Les Variétés, La Perle, le Monciné, Le Plazza, Le Trianon, Le Rialto, Le Suffren, Le Bijou, Le Lynx. A la rue Larbi Ben Mhidi, ex-d'Isly, Le Casino, L'Olympia, Le Marivaux, Le Monaco, Le Régent, Le Paris, le Lux et Le Midi-Minuit, sans compter la Cinémathèque.

A Bab El Oued, il n'y a plus que le Majestic devenu Atlas qui est resté ouvert mais qui sert davantage comme salle de rares spectacles. Rue Larbi Ben Mhidi, Le Casino a été, fort heureusement, transformé en théâtre pour la jeunesse et l'enfance, alors que les autres salles ont été détruites, à l'abandon ou transformées en autres choses qui relèvent du consumérisme symbolisé par les frites et les fripes. A Alger, c'est manifestement le cinéma qu'on assassine, et les Frères Lumières sont dans l'obscurité de l'ignorance ambiante !

En contrebas de la fameuse artère Larbi Ben Mhidi, il y a les rues Abbane Ramdane, Asselah Hocine et des Frères Amrouche, ex-rue de Constantine qui englobait les deux premières avenues en ligne perpendiculaire à la rue Waisse, aujourd'hui rue Mahmoud Bouhamidi, l'enfant chahid de la Casbah. Rien que dans ce mouchoir de poche urbain, quatre petits bijoux d'architecture haussmannienne et art-déco : le Donyazed qui rappelle Les Mille et une nuits, Le Triomphe baptisé El Hilal, Le Studio attenant au célèbre Hôtel Aletti qui a fermé et Le Colisée devenu Le Mouggar ! Une orgie cinématographique à portée de bourses modestes !

En poussant la ballade cinématographique, un peu plus loin, en contrebas de la rue Didouche Mourad, anciennement Michelet, on avait, rue Charras (aujourd'hui Hammani), Le Vox, dénommé plus tard Le Capri et affecté ensuite à l'enseignement universitaire des langues étrangères. Et, rue Michelet, après la Fac Centrale et la Place Maurice Audin, le spectacle permanent était dans L'Algéria ex-Versailles et l'ABC un peu plus haut. Et, plus loin encore, vers le quartier du Sacré-Cœur, Le Debussy qui existe toujours, mais qui est tristement fermé à l'instar du Français, rue Réda Houhou, ex-Clauzel, bien plus bas.

Dans le prolongement du Français, toujours désaffecté, dans la rue Khelifa Boukhalfa, le somptueux et immense cinéma l'Afrique (1400 places) qui était L'Empire. Et à quelques encablures, au Plateau Saulières, quartier Meissonnier, le Rex dans la rue Noureddine Mennani (Horace Vernet) et, rue Ferhat Boussaâd (Meissonnier) le splendide Le Hollywood, baptisé Le Sierra Maestra, en hommage à la révolution cubaine, et en présence du mythique Che Guevara et du président Ahmed Ben Bella ! Sans oublier, en contrebas, avenue du colonel Amirouche, sublime perspective haussmannienne naguère appelé boulevard Baudin, le merveilleux petit cinoche Le Djurdjura, ex-Caméo puis le Vendôme. Et on oublie, volontairement, pour ne pas rendre l'inventaire du rêve cinématographique fastidieux, les cinémas des autres quartiers de la capitale, à ses quatre points cardinaux.

«Le cinéma est un art beaucoup plus périssable que les pyramides», disait l'actrice Isabelle Huppert. C'est pour cela que beaucoup de salles ont disparu à Alger. «Je ne veux parler que de cinéma, pourquoi parler d'autre chose ? Avec le cinéma on parle de tout, on arrive à tout», disait le cinéaste Jean-Luc Godard. Pour sa part, et nostalgique à souhait, le chroniqueur de Qahwet Laârich vous a parlé cette fois-ci du cinéma d'antan à Alger. Comme de sa madeleine de Proust !